

Gestion des grands périmètres d'irrigation : l'expérience algérienne

Guemraoui M.⁽¹⁾, Chabaca M.N.⁽²⁾

(1) Agence Nationale de Réalisation et de Gestion des Infrastructures Hydrauliques pour l'Irrigation et le Drainage (AGID), Algérie

moh_guemraoui@yahoo.fr

(2) Institut national agronomique, Alger, Algérie

m.chabaca@ina.dz

Résumé

En Algérie, jusqu'en 1984, les périmètres d'irrigation ont été gérés par les Directions de l'hydraulique de Wilaya (DHW). Cette gestion a eu de nombreux inconvénients techniques et financiers. Par la suite, elle a été concédée à des Offices de périmètres d'irrigation (11 OPI en 2005), établissements publics à caractère industriel et commercial, dont la tutelle est assurée selon leur taille, soit par le ministère des ressources en eau pour les 5 offices nationaux, soit par la wilaya. L'office doit assurer la gestion, l'exploitation et la maintenance des périmètres d'irrigation, en relation avec les services de l'Agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage (AGID), qui dispose d'une direction de la gestion et de l'exploitation. Le secteur hydro - agricole en Algérie, en particulier sur les grands périmètres d'irrigation, fait aujourd'hui face à de grandes difficultés d'ordre technique, financier et organisationnel. Ces 20 dernières années, moins de 40 000 ha sur plus de 120 000 ha irrigables ont été irrigués dans les grands périmètres d'irrigation et dans certains cas, avec une dose minimale de « survie ». Cette limitation des ressources en eau est aggravée par de nombreux facteurs externes au secteur hydro - agricole : la faiblesse en matière de planification des ressources en eau ; les conflits avec les autres usages (l'eau potable et les usages industriels sont prioritaires, et les dotations à l'irrigation se voient très souvent limitées) ; l'absence d'outils pour gérer cette situation (prévision ; définition des règles de gestion de la pénurie ; communication ; tarification). Il faut également ajouter d'autres facteurs internes : la dégradation alarmante des infrastructures par manque d'entretien ; les importantes pertes dans les réseaux ; les gaspillages facilités par le faible prix de l'eau agricole ; une situation financière difficile pour les offices nationaux et la cessation d'activité pour la majorité des offices de wilaya. La réforme de ce secteur apparaît aujourd'hui indispensable et fortement souhaitée par l'ensemble des acteurs. Un nouvel organisme, l'Office national pour la grande irrigation et le drainage (ONID), se met en place. Structure qui permettra d'insuffler une dynamique nécessaire pour renforcer l'organisation du secteur de l'irrigation conformément aux orientations de la stratégie de développement du secteur des ressources en eau. Une plus forte participation des divers usagers est recherchée. Elle doit se refléter dans les équilibres financiers des différents services liés à l'eau, par la recherche d'une tarification plus adaptée.

Mots-clés : irrigation, organisation, réforme, gestion et exploitation, maîtrise d'ouvrage.